

Exploitation, racisme, violences policières : et il faudrait se laisser faire ?

Le meurtre du jeune Nahel par un policier à Nanterre suscite une colère profonde de la frange la plus pauvre de la jeunesse. En banlieue parisienne, mais aussi dans d'autres villes, les nuits d'affrontements entre la jeunesse des quartiers populaires et la police s'enchaînent. Des commissariats et bâtiments publics sont pris pour cibles, comme autant de symboles d'institutions qui oppriment et discriminent les classes populaires. Et si les dégradations dépassent ce cadre, elles restent bien peu de choses, quoi qu'on en pense, par rapport au démantèlement des services publics, à la casse du droit du travail et aux crimes racistes comme celui qui vient d'emporter Nahel, mais aussi Alhoussein, tué récemment par la police à Angoulême alors qu'il se rendait au travail.

En face, les couvre-feux et interdictions de manifestations se multiplient, alors que la droite et l'extrême droite en appellent à l'état d'urgence et que le gouvernement l'envisage sur le plan national.

L'état d'urgence sociale, c'est déjà ce que vivent les habitants et habitantes des quartiers populaires.

Cette révolte est celle d'une fraction de notre classe

Ce qui s'exprime, c'est le ras-le-bol d'être pris pour cible par la police, des contrôles au faciès, du harcèlement policier, des vexations quotidiennes, et plus largement d'être des laissés pour compte. Chacun sait, dans cette jeunesse, qu'il aurait pu être à la place de Nahel, dont le meurtre s'ajoute à celle de bien d'autres. Il aurait grillé un feu rouge et tenté de fuir la police ? Raison suffisante pour justifier une exécution sommaire... à condition d'être issu des quartiers pauvres ! Car ce ne sont ni les Carlos Ghosn ni les évadés fiscaux qui risquent d'être tués par la police, et encore moins les patrons qui acculent à la misère des millions, en toute légalité.

La police tue pour maintenir l'ordre social

Cette fois-ci, les images filmées rendent impossible pour la justice, les dirigeants politiques et les médias de suivre la version mensongère des forces de l'ordre. Le meurtrier de Nahel est en détention provisoire. Mais tous ces perroquets des classes dominantes cherchent des excuses au meurtrier dans la personnalité de la victime. L'extrême-droite a même lancé une caisse pour récolter de l'argent pour le meurtrier.

Car il s'agit bien d'une guerre contre les pauvres, qu'il serait légitime de tuer. Les syndicats de police le déclarent sans honte, à l'image de l'Unsa Police et Alliance, qui affirment dans un communiqué que les policiers sont « en guerre » contre les « hordes sauvages ». Ils demandent, sous une menace à peine voilée, une « protection juridique du policier », autrement dit

que soit reconnu formellement un permis de tuer accordé aujourd'hui tacitement.

Cette police raciste, largement acquise à l'extrême droite, est là pour contrôler les classes populaires, prévenir et réprimer leur révolte, et elle veut le faire en toute impunité. Le gouvernement lui donne carte blanche, avec l'approbation du Rassemblement national. Le nombre des victimes de la police est en hausse depuis la loi de 2017 – votée par la gauche sous Hollande ! – qui a assoupli l'emploi des armes à feu dans les cas de refus d'obtempérer.

La police est violente parce qu'elle défend un ordre social violent

Le renforcement de la violence policière est le pendant de l'évolution autoritaire de Macron et Darmanin contre le monde du travail et sa jeunesse. C'est cette même police qui applique les politiques anti-immigrés, qui est responsable des milliers de morts de migrants aux frontières, qui réprime les Gilets jaunes ou les manifestants et manifestantes qui défendent les retraites. Les grévistes de Vertbaudet ont eu l'occasion de voir de quelle côté la police se place lorsque les CRS s'en prirent à leur blocage et leur piquet. L'heure n'est pas à l'« apaisement », mais à participer à toutes les manifestations et initiatives contre les crimes policiers et la politique antiouvrière du gouvernement.

Plus la misère progresse, plus les bas salaires sont bas, plus les conditions de travail se dégradent, plus la police s'arme. L'intensification de la violence dans les quartiers est le prélude à une aggravation de la violence dirigée contre tous les travailleurs. Ces émeutes urbaines expriment une colère secrétée par cette société. Ni les voitures brûlées, ni les institutions endommagées ne peuvent, hélas remettre en cause le capitalisme. Le pouvoir social du patronat les patrons l'exercent dans les entreprises, dans les lieux de création des richesses. C'est ici aussi que leur pouvoir peut être contesté.

La guerre des étoiles

La filiale privée ayant remporté le marché de l'étoile d'Amiens s'appelle « SNCF Étoile d'Amiens ». Pour l'instant les volontaires sont transférés. Puis ce sera le couteau sous la gorge avec la menace de licenciement pour ceux qui ne seront pas « volontaires ». Avec l'ouverture à la concurrence, la direction veut organiser la Guerre des Étoiles. Mais l'Alliance Rebelle gagnera !

Mise en situation réelle

La direction veut imposer à tout agent, quel que soit son métier, de prendre en charge les personnes en situation de handicap (PSH) nécessitant une aide pour prendre le train. Exit les postes dédiés à cette prise en charge, pour un service aux PSH à la sauce « sous effectif ».

La direction promet que tout agent (qui le demande !) sera formé, consciente que c'est bien le minimum pour prétendre ne rien avoir à se reprocher en cas d'accident. Les collègues en formation se sont retrouvés face à une plate-forme élévatrice... en panne ! Le souci du détail pour préparer à la réalité du terrain, sans doute !

La direction s'ennuie à Hellemmes

Au Technicentre, la direction met la pression aux agents pour des brouilles. Une casquette oubliée, circulé à 25 km/h au lieu de 20... les DE et même les convocations pleuvent ! Ils feraient mieux de s'inquiéter du manque d'outillage ou de l'approvisionnement des pièces. On pourrait gérer le travail beaucoup mieux, et sans qu'on nous prenne la tête !

Amiante

En tôlerie, une caisse est rentrée sans avoir été traitée complètement : de l'amiante subsistait. Les agents on dû bosser dessus, piquer et meuler. Résultat, des heures à respirer l'amiante et s'intoxiquer. On ne doit pas pardonner la négligence de la direction, surtout quand il s'agit de notre santé ! S'ils ne veulent pas nous prendre au sérieux, stoppons le boulot jusqu'à avoir des preuves qu'on boss en sécurité !

Enquête de bonne conscience

Pas une semaine sans que la hiérarchie ne nous sollicite par mail pour répondre à telle ou telle enquête pour « améliorer » la qualité de vie au travail. Sauf qu'au final rien ne change ; la direction fait ce qu'elle veut et pas ce dont les agents déclarent avoir besoin. Pourquoi nous demander notre avis, alors ?

Pour votre sécurité pensez à vous hydrater... sauf si vous êtes cheminot

En cette période de fortes chaleurs c'est la galère pour s'approvisionner en eau quand on est roulant. La boîte ne met plus à disposition de bouteilles sous prétexte qu'elle a fourni des gourdes aux agents. Sauf qu'on n'a pas toujours le temps ni les moyens de la remplir et quand on en trouve une, elle est souvent dégueulasse comme celle de Lille. Pourtant il y a des réserves de packs d'eau, mais ils finissent souvent... dans les bureaux.

La cagnotte de la honte

Elle a été lancée « en soutien à la famille du policier de Nanterre » par Jean Messiha, polémiste d'extrême droite qui a écumé celle-ci, du parti de Le Pen à celui de Zemmour en passant par l'émission de Hanouna. On voit là encore que l'extrême droite est dans le camp des flics et des patrons, et pas dans celui des travailleurs.

Punaises de lit : le retour

Après un sacré tour de France, de Bordeaux à Lille en passant par Paris, ces petites bestioles font désormais du tourisme régional car on a signalé leur présence à Calais. Où est la prochaine escale, dans les bureaux de la direction ?

Majoration pour tous !

L'axe Nord vient d'annoncer une majoration de 20% de la prime de travail des ASCT du TGV en juillet et en août par conscience du « surcroît d'activité engendré par ces deux mois d'été ». Les usagers en vacances ne prendraient donc pas des TER et des Intercités ? Quoi qu'il en soit on voit encore une fois que la boîte dispose de fric pour augmenter tous les salaires des cheminots, quelle que soit leur entité d'appartenance.

Population potentiellement abandonnée

Comme chaque année la direction d'Optim' Services nous communique les chiffres des « potentiels de population » sur le territoire, c'est-à-dire le nombre de cheminots qui y habitent et peuvent donc potentiellement s'adresser aux services d'Optim' (médical, social, agence paie et famille...). Mais comme d'année en année, les services en question sont supprimés à tour de bras, on se demande bien pourquoi ils nous parlent de potentiel !



Vie privée ?

Récemment on a appris que nos données personnelles détenues par la boîte ont été piratées. Pas de panique, a dit la direction ! Mais il est aujourd'hui confirmé que des dossiers médicaux d'agents circuleraient sur le dark - web. Vu que la direction nous fait le coup de la guerre des étoiles, Dark Vador n'est peut être pas loin ! En tout cas, si sur ce marché de l'illégal des dossiers médicaux se vendent jusqu'à 200 ou 300€, c'est qu'ils intéressent du monde qui a beaucoup plus à y gagner. On est en droit d'attendre de la boîte qu'elle garantisse le remboursement d'éventuelles futures escroqueries. Pourquoi diable le patronat garde-t-il tous les dossiers médicaux de ses employés dans des coffres (pas si) forts ?

Le bulletin "l'Étincelle" devient "Révolutionnaires"... mais il continue d'être alimenté et financé par les travailleurs et travailleuses de la SNCF!



www.nouveaupartianticapitaliste.fr



NPA Lille-59

Ce bulletin est le tien, fais le circuler. Tu peux nous aider en l'informant.

Prends contact avec nos militants ou en nous adressant un e-mail à cr@convergencesrevolutionnaires.org